

4 Économie

Gouvernement - Patronat français de Libreville

Affaires Veolia, la rencontre de la clarification

Innocent M'BADOUA

Libreville/Gabon

LA réunion d'hier aura permis d'aplanir les inquiétudes et de ramener la sérénité entre le gouvernement gabonais et les milieux d'affaires français au Gabon. En effet, les ministres de l'Économie, Régis Immongault, et de la Promotion des investissements privés, du Commerce et de l'Industrie, Madeleine Berre, ont rencontré, à l'immeuble Arambo, et ce pendant deux heures d'horloge, les patrons français représentant les grandes entreprises à capitaux français installées au Gabon. Quatre points étaient à l'ordre du jour de cette séance de travail : rappel



Photo : F.M.MOMBO

Les ministres Madeleine Berre (Promotion des Investissements privés) et Régis Régis Immongault (Economie) ont rassuré...

de la stratégie de relance économique du gouvernement, apurement de la dette et assainissement du climat des affaires, réquisition de Veolia et ses conséquences, exposé par les deux membres du gouvernement des projets majeurs. Au sortir de cette rencontre, Didier Lespinas, président du Conseil du

commerce extérieur français, a indiqué qu'il était question d'échanger, comme d'habitude avec les autorités gouvernementales, de dépeussier les zones d'ombre autour de la réquisition de Veolia, et de clarifier les actions, de nature à lever les dysfonctionnements auxquels font face les chefs d'entreprises



Photo : F.M.MOMBO

... les opérateurs économiques français. Ici, les visages détendus au terme des échanges.

françaises dans leur management au quotidien. En fait, l'affaire Veolia et la prétendue lettre du Medef (Mouvement des entreprises de France) au Premier ministre, chef du gouvernement gabonais, auront focalisé l'essentiel des échanges entre les deux parties. Pour le ministre de la Promotion des Investissements, cette

lettre « a été perçue comme une vraie maladresse de la part de Gattaz (...) En aucun cas, le dossier Veolia ne devrait être perçu comme une action impactant l'intégralité des entreprises françaises. » D'ailleurs, a renchéri le ministre de l'Economie, « le fait que Rougier prenne comme point d'ancrage de ses activités le Gabon est

un signal positif », une preuve de bonnes relations d'affaires entre Libreville et les entreprises françaises.

A ce titre, Mme Berre a ajouté que « le Gabon reste un pays ouvert avec lequel les entreprises françaises trouveront toujours matière à investir. Les autorités ont toujours accompagné les investissements français. Nous souhaitons simplement que ces entreprises ne soient pas frileuses. Bien au contraire, elles doivent accompagner le Plan de relance économique, comme le fait Olam », a-t-elle dit. Le ministre de l'Économie estime que « le message est compris ». L'ambiguïté est, semble-t-il, définitivement clarifiée.

Secteur forestier

Le groupe Rougier dépose le bilan

AFP

Poitiers/France

ROUGIER, négociant en bois tropicaux implanté en France mais qui emploie la quasi-totalité de ses salariés en Afrique, a déposé son bilan vendredi dernier, et son avenir semble plus incertain que jamais. L'information de ce dépôt de bilan a été communiquée par le tribunal de commerce de Poitiers. Le groupe, de son côté, a indiqué, mardi soir dans un communiqué, avoir « demandé, avec le soutien de ses principaux créanciers français, l'ouverture de pro-

cédures collectives au bénéfice de certaines sociétés françaises uniquement auprès du tribunal de commerce de Poitiers ». Ce tribunal examinera ces demandes vendredi, précise Rougier, qui a promis de communiquer pour annoncer la décision de cette juridiction. Le tribunal devra décider le 13 mars de la suite à donner : liquidation ou mise en redressement judiciaire, a-t-on appris auprès de l'instance. Le groupe explique qu'il « fait face à des difficultés persistantes au Cameroun », évoquant « l'engorgement chronique » du port de Douala qui a « profondément perturbé les activités des filiales camerounaise,

congolaise et centrafricaine. » « Cette situation a provoqué des tensions de trésorerie persistantes, accentuées par le retard des remboursements des crédits de TVA des filiales opérationnelles africaines. » Le négociant emploie 3 000 personnes dans le monde dont 2 900 en Afrique et contrôle sept usines sur le continent. La cotation des titres du groupe, qui avait accusé en 2016 une perte nette de 6,3 millions d'euros, avait été suspendue à sa demande le 27 février. La direction de Rougier a évoqué, mardi, des stocks « significativement grossis du fait de la non-évaluation

des expéditions d'un port complètement saturé qui ne fait l'objet d'aucun investissement et qui, par ailleurs, est considérablement ensablé, ce qui gêne les bateaux pour aller jusqu'aux quais prendre les colis à expédier. » « Avec l'absence d'implication de l'Etat camerounais pour améliorer cette situation, le groupe n'a pas eu d'autre choix que de mettre au chômage technique l'ensemble de ses effectifs au Cameroun - quelque 700 personnes - et donc d'arrêter temporairement ses activités au Cameroun », a indiqué la direction. La société, « en péril avec une baisse de rentabilité, des tensions de trésorerie » a

opéré, sous la houlette de Francis Rougier, 70 ans, petit-fils du fondateur appelé à la rescousse il y a trois semaines, « un recentrage stratégique » pour tenter de redresser la barre. **DIFFICULTE*** Le point de tension « s'est accentué au second semestre 2017 » au port de Douala, qui constitue également un point d'évacuation des productions congolaises. Cela complique encore la donne, souligne-t-on chez Rougier. Les 2 900 employés de Rougier en Afrique sont répartis sur trois pays, Cameroun, Gabon, Congo, avec une extension récente dans le sud de la République

centrafricaine. Le chiffre d'affaires 2017 affichait une baisse de 7,5% sur les 149,4 millions d'euros de 2016. Le groupe, fondé en 1923, mène trois activités principales pour commercialiser du bois dans 50 pays : Rougier Afrique International (exploitation de forêts naturelles, transformation industrielle et commerce international), l'importation et la distribution en France de bois de toutes origines, et les plantations (étude, gestion, et investissements dans les plantations forestières industrielles en Afrique).

Petit angle

Le gouvernement accueille favorablement l'installation de Rougier au Gabon

W.N.

Libreville/Gabon

Le Gabon tire avantage de la fermeture de la filiale internationale en France. Il devient le centre mondial d'activités de Rougier. Côté emplois, les 1 600 postes que compte l'entreprise forestière vont être préservés.

L'ANNONCE du dépôt de bilan du groupe forestier français Rougier a soulevé des inquiétudes, notamment pour sa filiale gabonaise. Le spectre d'un licenciement massif nourrit, à juste titre, de réelles appréhensions chez ses salariés. Selon une source proche de sa filiale gabonaise, Rougier Gabon ne sera nullement impactée par cette mesure. Bien au

contraire, le Gabon va devenir le centre mondial des activités de Rougier. Et les 1600 emplois que compte l'entreprise forestière seront bel et bien préservés, a tenu à rassurer notre source. Interrogé hier matin par notre rédaction, au sortir de sa séance de travail avec le patronat français du Gabon, le ministre de la Promotion des investisse-

ments privés, du Commerce et de l'Industrie, Mme Madeleine Berre a déclaré : « les difficultés de Rougier ne concernent, Dieu merci, pas la filiale gabonaise. Rougier ferme certes sa filiale internationale en France, et va recentrer ses activités sur le Gabon. C'est un bon signe pour nous car Rougier va s'installer dans notre pays ». Et le gouvernement entend accompagner Rougier dans

cette démarche. « Nous avons, le ministre de l'Economie et moi, pris toutes les dispositions pour accompagner Rougier qui aura désormais pour centre mondial de ses activités, le Gabon », a déclaré le ministre de la Promotion des investissements privés. Pour mémoire, le groupe Rougier est installé au Gabon depuis 1952 et exploite près de 880 000 ha

de forêt pour une production de l'ordre de 300 000 m³ de grumes/an. Malgré un contexte économique difficile, le chiffre d'affaires de Rougier Gabon s'est établi à près de 30 milliards de francs en 2017, en hausse de 6,6% par rapport à celui de 2016. En 2018, Rougier Gabon entend capitaliser les acquis de l'année 2017 et renforcer ses positions concu-

| CHANGEMENT | COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 07/03/2018 | FIXING | | | VENTE BILLETS (sans frais) | | INDICES BOURSINIERS | | | |
|------------|--|--------|----------|---------|----------------------------|---------|---------------------|-----------|------------|-----------|
| | | DEV | EUR/DEV | DEV/COT | DEV/CFA | DEV | CFA | | en date du | |
| | | XAF | xxxxx | xxxxx | xxxxxx | 1 EUR | 655,957 | | | |
| | | USD | 1,2411 | 1USD = | 528,529 | 1 USD | 544,307 | CAC 40 | 07/03/2018 | 5 193,75 |
| | | CAD | 1,5993 | 1CAD = | 410,153 | 1 CAD | 437,907 | DOW JONES | 07/03/2018 | 24 928,56 |
| | | JPY | 131,8400 | 1JPY = | 4,975 | 100 JPY | 522,392 | | | |
| | | GBP | 0,8917 | 1GBP = | 735,666 | 1 GBP | 772,156 | | | |
| | | CHF | 1,1626 | 1CHF = | 564,216 | 100 CHF | 59 556,20 | | | |
| | | ZAR | 14,5449 | 1ZAR = | 45,099 | 100 ZAR | 4 689,72 | | | |
| | | MAD | 11,3613 | 1MAD = | 57,736 | 1 MAD | 60,37 | | | |
| | | CNY | 7,8538 | 1CNY = | 83,521 | 1CNY | 86,03 | | | |
| | | KES | 125,4700 | 1KES = | 5,228 | 1KES | 5,38 | | | |

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
07 Mars 2018: 65,58

CHANGEMENT
Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>